

Consultations citoyennes

Hôtel de Lassay – Jeudi 8 novembre 2018 à 14 h

Seul le prononcé fait foi

Madame la ministre chargée des Affaires européennes, chère
Nathalie Loiseau,

Madame la présidente de la commission des Affaires
européennes, chère Sabine Thillaye,

Mesdames et messieurs les parlementaires de l'Union
européenne, chers collègues,

Monsieur l'ambassadeur,

Mesdames, messieurs,

J'ai tenu à intervenir personnellement pour ouvrir cette
rencontre, car **il est grand temps qu'on parle de l'Europe !** Grand
temps qu'on en parle sérieusement, de manière positive et
prospective, en vue de donner espoir aux Français, au lieu de cette
ruse éculée qui consiste à leur désigner un bouc émissaire.

Je sais que, pour vous, ce thème de l'Europe est familier ; je sais que vous travaillez ardemment, depuis le mois d'avril, dans le cadre novateur et stimulant des consultations citoyennes, pour préparer ce « Rendez-vous de l'Europe » et, au-delà, le Conseil européen de décembre prochain.

Et c'est très bien. Car dans six mois auront lieu les élections européennes et il est bon de rappeler à tous **qu'il existe aujourd'hui une citoyenneté européenne**. Celle-ci n'a rien de théorique : les citoyens de l'Union européenne ont des aspirations, des demandes, des idées – et pour tout dire, des idéaux.

Et puisque nous célébrerons demain le 130^e anniversaire de la naissance de Jean Monnet, j'observe que vous avez remarquablement mis en œuvre ce précepte du « père de l'Europe » : « **Nous ne coalisons pas les États, nous rassemblons les hommes.** »

Oui, les citoyens ont besoin de se rassembler pour exprimer ce qu'être européen veut dire. C'est pour cela que le Président de la République a pris l'initiative d'un dialogue renouvelé, dans lequel les peuples puissent se réapproprier *leur* Europe, de manière partagée, à partir d'un diagnostic commun.

Oui, les parlementaires de l'Union européenne eux aussi ont envie de se rassembler pour faire le point, échanger, agir surtout, mais **agir avec discernement, à l'issue d'une concertation riche et féconde.**

Ce « Rendez-vous de l'Europe », qui vise à donner la parole aux parlementaires dans le cadre des consultations citoyennes, aurait peut-être donné le tournis à mes anciens professeurs de droit constitutionnel, qui opposaient très traditionnellement démocratie directe et démocratie représentative. À l'heure de la démocratie participative et des nouvelles technologies, nous savons qu'elles peuvent se soutenir et se compléter l'une l'autre.

Nous, parlementaires de l'Union européenne, sommes à l'écoute de la société. Parlementaires nationaux ou députés européens, nous sommes nous-mêmes des citoyens de l'Union, avec cette fonction à la fois extraordinaire et délicate de nous exprimer au nom de nos concitoyens. C'est pourquoi nous devons être parties prenantes des consultations citoyennes et savoir en tirer tous les enseignements.

Nous vivons en effet une période critique, décisive, pour l'unité du continent européen. La montée des nationalismes à l'Est, le Brexit, les succès du populisme jusque dans un État fondateur de la construction européenne comme l'Italie, nous montrent bien que le dessein de Jean Monnet et de Robert Schuman n'est plus compris par nombre de citoyens en Europe.

Et pourtant, la réalisation de ce dessein est vitale pour notre avenir. Monnet, Schuman, ne l'oublions pas, ont commencé d'œuvrer dans le contexte de la Première Guerre mondiale, effarés qu'ils étaient des destructions et massacres provoqués par les politiques d'égoïsme national et de protectionnisme à tout prix. Ils ont compris qu'il fallait développer les échanges internationaux sur notre continent, sans pour autant se contenter d'en faire une simple zone de libre-échange : de là l'idée d'institutions européennes, capables de mettre en œuvre des régulations, c'est-à-dire des normes communes à tous les Européens et des politiques élaborées démocratiquement.

Un siècle plus tard, alors que nous nous apprêtons à commémorer le centenaire de l'armistice de 1918, **une certaine amnésie semble avoir frappé les tenants d'un retour au nationalisme.** Dans un monde où les pouvoirs centraux tendent à se renforcer, où de grandes puissances personnifient à l'excès la décision politique, l'Union européenne constitue, elle, une aire de pluralisme et de liberté que nous n'avons pas le droit de brader.

Comme l'ont souligné Valérie Gomez-Bassac et Michel Herbillon, au nom du groupe de travail sur les consultations citoyennes de la commission des Affaires européennes, il nous faut plus de débats publics et davantage d'interaction avec les citoyens. Sur les questions communautaires, la pédagogie est nécessaire, ce qui suppose aussi une plus grande visibilité dans les médias. Il faut bien sûr valoriser davantage l'implication de celles et de ceux qui, à tous les niveaux, font vivre l'idée européenne au quotidien.

Cette proximité de l'Europe, justement, nous devons la souligner en toute occasion : démentons les caricatures et les schémas dépassés sur la Commission de Bruxelles, si souvent présentée comme lointaine et déconnectée du réel.

Non, l'Europe est partout dans nos vies, dans les produits que nous consommons chaque jour, dans les normes de qualité qui préservent notre environnement et la biodiversité. C'est une réalité qu'il faut faire connaître et reconnaître : de notre assiette à nos grandes infrastructures, en passant par notre marché du travail, le drapeau bleu aux étoiles flotte déjà sur notre quotidien. L'Europe est là pour développer nos territoires.

Les citoyens d'Europe ont-ils des doutes ? Il faut les entendre, avant de leur parler. Ont-ils des revendications, des exigences, des regrets ? Il nous faut les connaître et les analyser, pour faire à bon escient notre métier de législateur.

Cette logique interactive et résolument moderne, nous la trouvons en germe dans le discours du Président de la République, prononcé en Sorbonne le 26 septembre 2017. « La seule voie qui assure notre avenir, celle dont je veux vous parler aujourd'hui, c'est à nous, à vous de la tracer », disait-il. Et, appelant de ses vœux « la refondation d'une Europe souveraine, unie et démocratique », il lançait cet appel que nous avons tous entendu : « Ayons ensemble l'audace de frayer ce chemin. »

Il ne s'agit donc en aucun cas de maintenir le *statu quo*, qui n'est plus une option aujourd'hui. « L'Europe que nous connaissons est trop faible, trop lente, trop inefficace », constatait très justement Emmanuel Macron, mais elle doit être réformée et approfondie, car « l'Europe seule peut nous donner une capacité d'action dans le monde, face aux grands défis contemporains ».

Je ne chercherai pas à le dire autrement : avec force et vigueur, en peu de mots, le contexte était rappelé, l'horizon fixé. Notre but est aussi simple qu'il est ambitieux : l'Europe-puissance, prospère et démocratique.

Quant aux voies et moyens d'y parvenir, c'est une tâche ardue mais indispensable et c'est justement à cette œuvre que vous vous consacrez. **En quelques mois, vous avez réuni les cahiers de doléance du XXI^e siècle** et c'est sur cette base que doit s'opérer le travail de transformation qui relève de nous, législateurs de l'Union européenne.

L'Europe a déçu car elle s'est perdue dans les détails, négligeant les valeurs et les fondamentaux. **C'est une Europe refondée qu'annoncent vos travaux, une Europe inventive et imaginative**, qui ouvre des perspectives de progrès et donne de solides raisons d'espérer.

C'est pourquoi il est capital d'ouvrir le débat – mais de l'ouvrir vraiment. Il faut à cet égard que les prochaines élections ne soient pas la juxtaposition de vingt-sept scrutins nationaux, cloisonnés et crispés sur des enjeux locaux, mais une véritable consultation du peuple européen tout entier, sur la détermination de son avenir.

À l'heure du Brexit, ne laissons pas croire qu'on pourrait vivre mieux sans Europe ou avec moins d'Europe. **Nous n'avons plus le luxe des fausses solutions.** Il faut défendre l'Europe sans être des européistes béats, nous devons au contraire nous montrer tels que nous sommes : **des européens critiques, parce que la critique fait partie intégrante de la citoyenneté.** Ne la laissons pas aux eurosceptiques, qui ne connaissent que la critique négative. **Soyons critiques pour être les réformateurs de l'Europe,** les porte-paroles de ceux qui veulent relancer et rénover la construction européenne. Car tel sera, je le crois, le grand clivage de 2019 : le scepticisme contre l'optimisme, la négativité contre le souffle de la réforme et du progrès à l'échelle de l'Europe entière.

Vos échanges seront donc précieux et, j'en suis sûr, fructueux. Je m'en voudrais de les retarder plus longtemps et c'est pourquoi je me contenterai de vous dire ma fierté de vous accueillir à l'Assemblée nationale. Vous servez une grande idée : je vous en remercie. Continuez, persévérez, et nous réussirons !